

Violence de banlieue et politisation juvénile

Angelina Peralva



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/451>

DOI : [10.4000/conflits.451](https://doi.org/10.4000/conflits.451)

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 1995

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Angelina Peralva, « Violence de banlieue et politisation juvénile », *Cultures & Conflits* [En ligne], 18 | été 1995, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/451> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.451>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Violence de banlieue et politisation juvénile

Angelina Peralva

Relativement récent dans la société française, le thème de la violence urbaine, associé aux jeunes et au malaise des banlieues, est balisé par deux dates charnières : l'été 1981, avec les rodéos des Minguettes ; l'automne 1990 et l'émeute de Vaulx-en-Velin. Entre ces deux dates, presque une décennie de politiques de la ville, les années 80 ayant vu se multiplier les dispositifs de prise en charge des populations les plus démunies et des quartiers les plus défavorisés¹. En ce qui concerne l'école, ce fut l'implantation de « zones d'éducation prioritaires », au cours du premier septennat Mitterrand ; puis, au début des années 90, une mise en chantier générale, par un ensemble de réformes, allant de la maternelle jusqu'à la formation des maîtres, en vue fondamentalement d'accueillir dans des conditions meilleures les nouveaux contingents de jeunes appelés à accomplir une scolarité longue. Les résultats de cet ensemble d'initiatives ont été mitigés. Vaulx-en-Velin, puis, juste après, avec la grande grève nationale des lycéens, tout une série de casses et de violences, ont relancé le débat. Des événements particulièrement dramatiques et fortement médiatisés s'ensuivirent - comme ceux de Mantes-la-Jolie, en 1991, où une gardienne de la paix a été tuée par le conducteur d'une voiture volée, juste après le décès d'un jeune beur dans un commissariat de police. Depuis, on assiste à une banalisation de la violence. Des attaques contre des commissariats et des supermarchés, des incendies de voitures, des incidents touchant les transports en commun, ainsi que diverses formes de violence dans les écoles se sont incorporés au quotidien des banlieues. Ces événements ne sont guère rapportés sinon de façon très éclatée par la presse locale. Ce n'est que lorsque mort s'ensuit qu'ils arrivent à faire une percée nationale.

Significations de la violence juvénile On a pu dire, suite à la grande mutation qui a marqué l'infléchissement de la société industrielle et du monde ouvrier, que la scène urbaine était désorganisée et vide. Aujourd'hui, malgré une grande absence de travaux de terrain susceptibles de rendre compte de la diversité des significations de la violence juvénile², il serait difficile de continuer à soutenir une telle affirmation. La scène urbaine n'est pas vide : elle est remplie d'un mélange inextricable de révolte et de

délinquance banale se prêtant aux interprétations les plus disparates. Dans les représentations courantes, l'idée de violence se distingue mal d'une délinquance sans cesse croissante, pratiquée par des jeunes très jeunes, des adolescents à peine sortis de l'enfance. Même si les données statistiques disponibles, avec toutes les réserves qu'on peut émettre à leur encontre, invitent à la prudence (les taux d'évolution de la violence urbaine sont pour la France relativement faibles ou même stationnaires ; et, surtout, les crimes et délits contre les personnes correspondent à une petite proportion des crimes et délits constatés³) - le sentiment d'insécurité peut atteindre, dans les quartiers sensibles, des niveaux élevés, et être partagé par plus de 70% des habitants⁴. Dans ces quartiers, où on a de plus en plus tendance à classer dans le registre de la violence une série de conduites juvéniles, autrefois tolérées, et qui sont aujourd'hui perçues comme non maîtrisables, en fonction de la disparition d'un certain nombre de mécanismes régulateurs⁵ - un discours anti-jeunes se fait entendre, qui peut aller très loin, glissant vers des préjugés racistes, ou même vers des dérapages plus graves. La structure de ce discours est partout récurrente : il y a un avant (idéalisé) et un après (qui correspond à la situation de crise dans laquelle on vit). Analysant les représentations sur la violence dans des couches moyennes en chute dans la ville de Sao Paulo, T. P. do Rio Caldeira montre que le récit du crime vise toujours à rétablir la place de celui qui parle à l'intérieur d'un ordre imaginaire brisé⁶. Dans le cas brésilien, le lynchage (d'enfants des rues ou de migrants pauvres du nord-est du pays) peut être un recours légitimé par certains segments de la population pour rétablir « the proper place », leur lieu propre dans un ensemble de relations. En France, nos enquêtes sur le racisme ont abouti à des résultats très proches⁷. Le discours raciste, tel qu'on le voit à l'oeuvre à l'heure actuelle, constitue un appel nostalgique à l'ordre. Les discours qui thématisent la violence des jeunes fonctionnent suivant le même schéma. Le principe qui les fonde est celui de la crise de l'autorité. Face à des jeunes qui refusent de plus en plus souvent de se plier devant l'autorité instituée - que ce soit celle des enseignants, celle des gardiens d'immeubles, des policiers ou des conducteurs d'autobus - les adultes (catégorie définissant à la fois un groupe d'âge et les porteurs de l'autorité instituée) se retrouvent affublé d'un statut indéterminé. Pour eux, la violence juvénile, avant même d'être un ensemble de faits d'agression verbale ou physique, émane de ce refus de reconnaissance de l'autorité. Dès lors, les adultes construisent symboliquement la jeunesse, au sens indiqué par Pierre Bourdieu : comme un problème posé du côté de l'ordre des successions⁸. Si on se place, par contre, non pas du côté des adultes qui subissent la violence juvénile, mais plutôt du côté des jeunes qui la pratiquent, quelles significations cette violence peut-elle avoir pour eux ? Dans un article bien connu, publié en 1961⁹, David Matza rapproche trois conduites juvéniles transgressives alors présentes sur la scène américaine : la délinquance, définie par rapport au code légal ; le radicalisme politique, fondé sur une conception globale de la société ; et la tradition bohémienne, définie par un certain rapport à la culture. La tradition délinquante, argumente Matza, ne dénonce pas la propriété bourgeoise, mais elle la viole ; la tradition bohémienne s'oppose à la rationalité bourgeoise ; dans la tradition radicale, la contestation va à l'encontre des aspects les plus généraux du système. Aussi, ces trois traditions (et c'est la faiblesse principale du raisonnement) se définiraient non pas par ce qu'elles sont, chacune en elle-même, mais de façon hétéronome, par ce à quoi elles seraient censées s'opposer, l'ordre bourgeois. Ce qu'elles ont en commun c'est leur caractère transgressif unique, elles sont un symptôme des difficultés qu'éprouve un ordre social à maintenir sa cohésion et, au fond des choses, c'est cet ordre même qui

constitue l'objet de l'attention du chercheur. La tentative de lier délinquance et action politique s'opère sous un jour différent, par le bas, dans les recherches d'Eric Hobsbawm à propos du banditisme social¹⁰. Ces recherches, mais également certaines études à propos du terrorisme indiquant la dégradation de ce qui était d'abord un phénomène de l'ordre de la violence politique en criminalité banale, montrent que ces deux phénomènes - violence politique et délinquance - ne se distinguent pas toujours aisément. Serait-il possible d'adopter une démarche analogue, et sans tomber dans la caricature, interroger la violence juvénile actuelle dans les banlieues françaises dans la perspective d'une violence politique ? Développons cette hypothèse d'école, quitte à parvenir à des conclusions négatives ou nuancées.

Codes et conduites Face à un processus bien réel de dérégulation normative, vols et racketts se banalisent - mais, souvent, ces phénomènes de conformisme déviant sont contrecarrés par des manifestations expressives, telles les mises à feu de voitures volées, marquant comme une limite à l'aliénation. Entre le versant instrumental et le versant expressif de ces conduites, aujourd'hui en France c'est encore le second qui semble prendre le dessus : pas de gangs structurés, pas de vraie criminalité organisée en banlieue. De l'avis des forces de police, la violence collective prime sur les pratiques individuelles. Ainsi, dans un article sur l'insécurité dans les quartiers sensibles, Lucienne Bui-Trong propose l'idée d'une échelle de la délinquance notée de 1 à 8. Au premier degré de l'échelle, ce qu'on retrouve dans les cités (contrairement à la petite et moyenne délinquance s'exerçant « plutôt en solo », « discrète et à but lucratif »), c'est « le vandalisme et la délinquance en bande ». Puis, « deuxième degré », « un pas (vers l'émeute - degrés 7 et 8) est franchi lorsqu'apparaissent les premières formes de harcèlement à l'encontre de ceux qui symbolisent l'autorité ou la réussite »¹¹. Même si l'idée d'échelle est, empiriquement, difficile à accepter¹², il faut noter que l'article fait état d'une distinction entre délinquance individuelle et collective, la délinquance collective étant un attribut des quartiers sensibles. Par ailleurs l'auteur reconnaît que, tout en étant collective, elle est faiblement instrumentale - l'article souscrivant à l'idée que, déjà au deuxième degré de « l'échelle », cette action collective deviendrait porteuse d'une signification générale : l'opposition à ceux qui symbolisent l'autorité ou la réussite¹³. On reconnaît très généralement à la violence juvénile un fond social. Elle aurait des causes : le chômage, la pauvreté, le handicap culturel, surtout pour les étrangers. Les acteurs de la violence seraient des desperados, des enfants très jeunes ayant compris qu'ils n'ont pas d'avenir. Y aurait-il des voies de passage permettant de dire que cette violence sociale est, en plus, politique ? Si on accepte, avec David Apter, l'idée que la violence politique suppose une reconstruction narrative de la réalité¹⁴, une communauté de langage à l'intérieur de laquelle se définissent des échanges légitimes de sens et la légitimité de l'appel à la violence, alors la réponse est négative. On est ici en-deçà - ou au-delà - de tout code verbal. Difficile de donner les raisons. Probablement, il y en a deux, combinées. Premièrement, on manque de mots. Ce n'est pas nouveau. On l'avait évoqué à propos de la génération des années soixante, qui en appelait à une action historique révolutionnaire, reprenant à son compte les modèles du communisme international, alors qu'elle évoluait déjà à l'intérieur d'un champ culturel divers¹⁵. Depuis, ces modèles se sont inexorablement épuisés ; et s'il est vrai que beaucoup de jeunes font du bricolage politique¹⁶, la grande politique n'a toujours pas été réinventée. La seconde raison est qu'on fait appel, en l'absence de paroles, à un code imagé. A la fois par défaut (d'accès à un code verbal) et par excès d'aisance devant l'image comme forme de communication. Un jeune nous a demandé si on ne pourrait

pas envisager, par hypothèse, que l'image devienne un jour l'unique langage employé dans les échanges humains. Le sociologue, habitué à traiter des discours, se voit bien contraint dans ce cas-là de porter l'habit de l'ethnologue. Un exemple parmi d'autres. Une partie considérable des conflits dans les autobus de banlieue se jouent aujourd'hui autour de la fraude. D'une étonnante visibilité pour l'observateur extérieur, ces conflits se déroulent dans la plupart des cas en l'absence de toute violence physique ou même de tout échange verbal. Ils entraînent pourtant, chez les conducteurs, une grande souffrance morale. Ces derniers constatent, au fil du temps, une modification importante dans le comportement de leur clientèle. Alors qu'autrefois la fraude était furtive, elle est devenue ostensible. Les jeunes surtout rentrent dans les bus, « les mains dans les poches ». Dans les lignes qui fonctionnent avec des articulés, l'arrière des véhicules constitue un véritable territoire, occupé en exclusivité (les adultes l'évitent) par des garçons sportifs, mais aussi par des filles, qui, sans se connaître, communiquent à travers un langage des corps. Malgré ce défaut de code verbal, c'est d'un conflit social qu'il s'agit. L'arrière des véhicules constitue un poste privilégié d'observation pour prévenir l'éventualité d'une opération de contrôle (et assurer la fuite, jusques et y compris en sautant par la fenêtre). Ces opérations de contrôle sont de plus en plus souvent appuyées par des forces de police. La situation est particulièrement aigüe dans certains départements où les conditions d'attribution de la carte scolaire se sont beaucoup durcies. Les transporteurs évoquent deux catégories principales de fraudeurs : d'abord les « mous » - chômeurs et inactifs en général, qui frauderaient pour des raisons sociales ; et en second lieu les « fraudeurs institutionnels », fondamentalement des jeunes, qui frauderaient ostensiblement et presque par principe. En réalité, derrière cette catégorisation, le transporteur ne met pas en avant le motif social de la fraude, visiblement commun aux deux catégories énoncées, un type de conduite d'interaction défini dans le cas des jeunes par la défiance ouverte et l'instauration immédiate d'un rapport de forces avec le conducteur, ce qui apparaît comme particulièrement intolérable. Des interactions ouvertement violentes, comme celles qui ont lieu avec la police et aussi, de plus en plus, avec les pompiers, participent du même registre : les jeunes acceptent un principe de définition de l'adversaire qui dispense des longues explications, et d'une mise en avant de raisons qui supposerait un échange verbal nécessaire. Les mises à feu sont aussi un code, dans lequel chacun se reconnaît, comme nous l'a expliqué un jeune, en disant : « Je suis comme tous les jeunes : je veux que ça brûle ! » Il nous manque une phénoménologie de cet ensemble de codes non verbaux, qui recouvrent néanmoins un sens partagé. Mais est-il possible, à partir de ce corpus, de retraduire des significations dans un langage verbal ? Est-il possible de faire parler les acteurs de la violence, est-il encore possible de les lancer dans une reconstruction narrative de la réalité ?

Obstacles à la constitution d'un espace public Si la réponse n'est pas évidente, c'est qu'elle est liée aux difficultés et aux dilemmes qui entourent la réinvention de la politique et la reconstruction d'un espace public. L'absence de code verbal n'est pas sans conséquences. Elle explique certaines formes que prend la violence à l'heure actuelle, dans la mesure où le sens que ces formes cachent - car il faut bien parler de sens -, s'il est partagé par les jeunes puisqu'il se constitue à l'intérieur d'une expérience commune, devient plus difficilement compréhensible au-delà de leur groupe d'âge. On mesure bien cette incompréhension, à travers deux thèmes, particulièrement importants : celui de la rumeur et celui du rapport aux médias. L'idée de rumeur, souvent évoquée comme ayant joué un rôle dans le déclenchement de violences

extrêmes - c'est le cas des émeutes - n'a en réalité que peu de rapports avec la notion à laquelle ce vocable renvoie ordinairement en sociologie. Elle ne désigne pas un travail sur les représentations et l'imaginaire collectif, au bout duquel la chaîne des violences apparaîtrait comme une possibilité ; ici, l'idée de rumeur indique, beaucoup plus prosaïquement, une méconnaissance des faits. Il s'agit d'une explication clé en mains, à laquelle on a recours lorsque l'on ignore les formes par lesquelles les informations circulent ou les processus à travers lesquels les mécanismes de déclenchement de la violence se mettent en marche. Le rapport aux médias pâtit de la même incompréhension. L'image que donnent les journalistes des quartiers difficiles et de la violence en banlieue n'est jamais la bonne. Face à des acteurs faibles, faiblement pourvus de parole, la marge d'interprétation des médias est immense. Dès lors ils reconstruisent les événements à partir d'une généralisation des catégories explicatives à travers lesquelles, dans le monde adulte, la société française se représente aujourd'hui sa propre crise : conflits inter-ethniques (alors même que dans l'univers juvénile ces conflits sont faibles ou inexistants) ; ou surévaluation de l'importance de la drogue qui fonctionne dans l'imaginaire médiatique comme signe de la décomposition d'un ordre social (alors que beaucoup de quartiers populaires ont mis en place des mécanismes d'auto-régulation et de contrôle, qui limitent pour les jeunes les possibilités de consommation et de trafic). On se retrouve ainsi face à un problème complexe en ce qui concerne la constitution d'un espace public. Les codes à travers lesquels les significations de la violence sont expliquées par les médias dévorent les acteurs, les détournent du sens qu'ils cherchent à produire - parce qu'ils sont faibles, et surtout parce que, étant faibles, ces explications sont de plus en plus séparées d'eux. Il y a par ailleurs, chez les jeunes mêmes, un jeu complexe entre le sens et le code. C'est à ça que certains observateurs font référence lorsqu'ils désignent la dimension ludique de la violence. Dans les expressions de ce type, le sens est évidemment relativisé, dédramatisé - mais est-il véritablement absent ?

Emeutiers et Casseurs Deux types de manifestations, au cours de ces dernières années, ont eu, par leur ampleur, un écho médiatique particulièrement important : les émeutes et l'épisode des casseurs. Examinons, d'abord séparément, puis dans leurs relations ces deux phénomènes, qui semblent correspondre, chacun à sa manière, à un effort de reconflictualisation de la vie sociale en France, même dans les conditions très difficiles de réinvention de la politique, auxquelles nous nous sommes déjà référés. Depuis Vaulx-en-Velin, en 1990, plusieurs émeutes se sont succédées partout en France, présentant des caractéristiques similaires : celles d'une protestation généralisée, enracinée dans un quartier populaire, faisant suite à la mort d'un habitant. Ces trois éléments combinés définissent le profil de l'émeute à la française depuis le début de la décennie. Derrière chaque émeute, il y a eu mort d'homme - et pas nécessairement causée par une bavure policière. A l'origine de celle de Garges-lès-Gonesse, en mars 1994, il y a eu le meurtre d'un jeune commis par un autre jeune¹⁷. Il y a par conséquent dans l'émeute une capacité à conflictualiser des événements perçus comme portant atteinte à un droit naturel, le droit à la vie. Il y a le refus d'accepter que la signification de la mort d'un jeune s'épuise dans des responsabilités individuelles, celles d'un crime, par exemple, qui n'engagerait que la victime et le criminel. Par la violence, on convertit cet événement particulier en phénomène social et enjeu d'un débat dans l'espace public. L'objet de la protestation, l'adversaire visé, est le monde des institutions et du pouvoir - on peut aussi dire (et beaucoup de jeunes le disent ainsi) le monde des adultes ; ou celui de l'argent, ce qui est presque la même chose : on casse des

commerces, des commissariats de police, on brûle des voitures - l'ordre et l'argent. Mais seuls des biens sont visés, il n'y a pas d'atteinte contre les personnes. Le cas de Mantes-la-Jolie, en 1991, où, dans la suite des manifestations, une gardienne de la paix a été tuée par le jeune conducteur d'une voiture volée, reste exceptionnel. Il faut d'ailleurs noter que ce qui rend envisageable l'émergence d'un conflit social, c'est que, d'un côté comme de l'autre, on s'inscrit à l'intérieur d'une culture des droits de l'homme. Malgré les situations très tendues, auxquelles elle se voit quotidiennement confrontée, la police résiste à la tentation de la violence - et cette résistance n'est pas étrangère à l'ampleur, toujours spectaculaire, des manifestations. L'émeute a pourtant une limite claire : celle des bases sur lesquelles se structure l'identité des acteurs. Dans son noyau dur, elle suppose une capacité d'identification affective chez ceux qui s'engagent dans la violence. Ceux-ci s'appuient sur leur expérience vécue, sur leur *Lebenswelt*. Le quartier constitue la frontière de cette expérience vécue (il y aurait beaucoup de choses à dire sur les raisons et les modalités de constitution, à l'intérieur d'une société moderne et fortement individualisée, de ce vécu proprement territorial). Ceci explique la force explosive de la manifestation, mais aussi ses limites. En prenant appui sur une expérience très particulière, on élabore une représentation conflictuelle de la justice (la Justice institutionnelle étant perçue comme injuste). Mais ceci ne signifie pas la capacité à s'engager dans un conflit général et politique. Si des incidents comparables surviennent en-dehors de leur quartier, les émeutiers d'hier ne se gêneront pas pour s'opposer aux violences avec des arguments pleins de bon sens et de sagesse, du type : « ça ne sert à rien de tout casser », « c'est les parents qui payent », ou « les commerces vont tous partir et on restera sans rien »... Les casseurs s'inscrivent dans une toute autre logique. Ils ont inauguré la décennie en faisant une entrée fracassante sur la scène publique au cours des manifestations nationales lycéennes de l'automne 1990. Le phénomène s'est reproduit au cours de diverses autres manifestations politiques. Des casseurs sont également intervenus en banlieue, lors des émeutes, en surajoutant aux significations ci-dessus décrites d'autres logiques de sens. Contrairement à l'émeute, la casse est un phénomène déterritorialisé. On ne casse pas chez soi, pour des raisons qui vous tiennent directement à cœur ; on casse là où il y a déjà de la casse, ou là où il risque d'y en avoir - par exemple dans des manifestations politiques. Pour quelles raisons on le fait ? La réponse est difficile. Encore moins utile que pour les émeutiers, la parole ne semble pas être un outil souvent employé par les casseurs. La violence effectuée par ailleurs une fusion de logiques disparates - où, en conséquence, le sens a du mal à émerger. Dans l'effort d'un décodage, nous nous sommes fait guider par un casseur « politique » - ni exclu, ni banlieusard, tout simplement militant. Il nous apprend qu'il y a, bien sûr, dans la diversité des comportements à l'œuvre dans la casse, ceux qui, au passage, profitent de l'occasion pour piller et se servir. De même, il y a des manières « peu sympathiques » de venir casser, des comportements « moins sympathiques » que d'autres - des groupes qui viennent « pour taper de la sape », comme ils disent, et qui sont prêts à taper de la sape en bastonnant... ». Mais il y a par ailleurs aussi le désir, dans les manifestations politiques, de marquer les limites du négociable. « La violence est une façon de s'exprimer, que la société démocratique nous interdit, parce que dans une société démocratique tout le monde peut s'exprimer. Eh bien, ce n'est pas vrai. Et nous, on le prouve, en cassant ». Toute la logique profonde de la violence se retrouve dans cette phrase : ce n'est pas vrai que tout peut s'exprimer dans une société démocratique, non parcequ'il y a de l'interdit, mais parce qu'il y a insuffisance de constitution de sens.

Toute la mutation subie par la violence s'y retrouve également : en vingt ans, nous sommes passés d'une surconstitution de sens puisé dans le mouvement ouvrier décomposé à une sous-constitution du sens émergent dans la violence juvénile. Le « nous » de ceux qui prouvent, en cassant, que tout ne peut pas être négocié, parce que tout ne peut pas pour l'instant être codifié et mis en sens, ce n'est pas le « nous » des activistes - qui constituent une infime minorité par rapport à l'ensemble des casseurs, dont ils se sentent par ailleurs très distants. C'est un « nous » beaucoup plus large, qui se constitue en amont des catégories du politique : « Il n'y a pas besoin de faire de la politique, pour savoir qu'un flic c'est bof, ça sent l'alcool, que c'est idiot et que c'est là pour faire chier quand il te met des menottes ». Pas besoin non plus de faire de la politique pour percevoir l'arrogance de la société de consommation. « Il y a une arrogance là-dedans... Ce n'est pas par hasard à mon avis, si la casse a commencé à C&A, ce temple de la consommation. Cette conscience, je crois qu'elle est quand même partagée par beaucoup de gens, sans que forcément il y ait un discours politique derrière ». Les casseurs apporteraient ainsi à un conflit émergent une dimension générale, dont l'émeute est privée. Par contre, le sens est ici moins clair, moins fortement structuré, plus mélangé ; l'engagement dans la violence n'est pas directement fondé sur l'expérience vécue.

Un mouvement social naissant Quel est le statut de ces manifestations ? Rappelons encore une fois que, dans le cas de la France, la faiblesse de la criminalité violente, d'un côté ; de l'autre, le refus des institutions et surtout de la police à s'engager dans une dérive violente structurent l'espace à l'intérieur duquel l'émergence d'un conflit social majeur devient possible. Ses expressions aujourd'hui sont troubles - car contestation et conformisme, protestation et aliénation se mêlent de façon trop étroite. Une difficulté s'y ajoute, plus directement liée à l'extrême jeunesse de ces acteurs et à la profonde transformation culturelle des rapports entre les générations. Les jeunes sont à la fois les porteurs de la mutation sociétale et les principales victimes de ses effets pervers (victimes, par exemple, de la raréfaction du travail salarié), alors même que, étant très jeunes, ce ne sont pas des citoyens pourvus du droit de vote et de moyens de décision ; et que, tout en s'opposant aux adultes, ils restent très dépendants d'eux, et le fait que leur première demande concerne la sécurité et la protection est sans doute le paradoxe de leur condition. Nul ne pourrait dire à l'heure actuelle comment ces orientations vont évoluer, quel sera leur avenir ; mais favoriser leur expression c'est aider le conflit à naître. Si on ne peut pas qualifier de politique la violence juvénile dans les banlieues françaises, on peut par contre dire, en visant plus juste, qu'on est face à un mouvement social dont la naissance s'effectue au milieu des plus grandes difficultés.

NOTES

1. Pour un bilan général, voir par exemple G. Chevalier. L'intérêt central pour le local. Analyse des politiques socio-préventives entre 1981 et 1986, Paris, C.E.S.D.I.P., coll. "Déviance et contrôle social", n° 45, 1987. Voir aussi F. Dubet, A. Jazouli et D. Lapeyronnie, L'Etat et les jeunes. Paris, Les Editions Ouvrières, 1985.

2. Outre des récits de journalistes - par exemple A. Giudicelli, *La Caillera*. Paris, Jacques Bertoin, 1991- on peut citer des essais concernant certains modes d'expression des jeunes : en particulier les travaux de G. Lapassade et P. Rousselot, *Le Rap ou la fureur de dire*, Paris, Loris Talmart, 1990 ; d'A. Vulbeau : *Du tag au tag*, Paris, Desclée de Brower, 1992 ; ou de M. Kokoreff, *Le Lisse et l'incisif. Les Tags dans le métro*, Paris, Edition de l'Iris, 1990, parmi les plus importants.
3. "Il y a trente ans, cette catégorie représentait 10% de l'ensemble de la criminalité, aujourd'hui moins de 4%". Cf. DGPN/DCPJ, *Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1991 par les services de gendarmerie d'après les statistiques de la police judiciaire*. Paris, La Documentation Française, 1992, p. 12.
4. Il n'en va vraisemblablement pas de même pour la société française dans son ensemble. Cf. par exemple, "Les Français et la sécurité. L'image de la police et de la gendarmerie dans l'opinion en 1990", Etude réalisée en juillet 1990 par le CREDOC, à la demande de l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure. Au moment de l'enquête, 81% des Français se sentaient "assez" ou "tout à fait" en sécurité dans leur vie privée, in *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 2, juillet-septembre 1990.
5. Cf. F. Dubet, "A propos de la violence et des jeunes", *Cultures & Conflits*, n° 6, été 1992, pp. 7-24.
6. Cf. T.P. Caldeira, *City of Walls. Crime, Segregation and citizenship in Sao Paulo*, Thèse de doctorat (Phd) en anthropologie, Berkeley, University of California, 1992.
7. M. Wieviorka, A. Peralva et als, *La France raciste*, Paris, Seuil, 1992.
8. "Le problème de la jeunesse se pose quand quelque chose ne va pas du côté de l'ordre des successions : du côté de la transmission du pouvoir et des privilèges entre ce que l'on appelle les générations(...)" Cf. P. Bourdieu. "De quoi parle-t-on quand on parle du "problème de la jeunesse" ?", in Proust François, *Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*. Vaucresson, CRIV, volume 2, 1986.
9. D. Matza, "Subterranean Traditions of Youth". *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 338, novembre 1961.
10. E. Hobsbawm, *Bandidos, Rio de Janeiro*, Forense Universitaria, 1976.
11. L. Bui-Trong, "L'insécurité des quartiers sensibles", *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure* n° 14, août-octobre 1993.
12. Nous avons montré, dans le cadre d'une étude sur les émeutes de mars 1994 à Garges-lès-Gonesse, que ce ne sont pas toujours les quartiers aux taux de délinquance les plus élevés qui se mobilisent, lors de ces événements (ils peuvent au contraire rester complètement à l'écart), mais plutôt ceux qui sont directement touchés par les faits se trouvant à l'origine de l'émeute. Cf. A. Peralva, *Violences juvéniles en milieu urbain. Enquête qualitative sur les violences urbaines : le site de Garges-lès-Gonesse*, IHESI/CADIS, Paris, mars 1995.
13. En même temps qu'elle constate cette signification générale, L. Bui-Trong considère nécessaire de résister aux implications qui en dérivent. Reconnaître que l'émeute relève de la révolte, nous dit-elle, serait anti-pédagogique - alors que par ailleurs l'ensemble de l'article affirme qu'une telle signification est présente dans la violence juvénile.
14. D. Apter, "Le discours comme pouvoir", *Cultures & Conflits*, n° 13/14, printemps-été 1994.
15. H. Hamon et P. Rotman, *Génération*. Paris, Seuil, 1987, 2 volumes. Et aussi : D. Cohn-Bendit, *Nous l'avons tant aimée, la révolution !*, Paris, Barrault, 1986.

16. Voir, en particulier, A. Muxel. "Jeunes des années 90 : à la recherche d'une politique « sans étiquette »" ; M. Barthélémy, "Le militantisme associatif", in P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Paris, Presses de la FNSP, 1994.
17. L. Bui-Trong indique dans son article, cité, que sur 45 affrontements entre jeunes et policiers survenus entre juillet 1989 et fin avril 1993, seuls 15 avaient eu pour origine "un accident survenu à un jeune au cours d'une interpellation".
-

RÉSUMÉS

On a pu dire, suite à la grande mutation qui a marqué l'infléchissement de la société industrielle et du monde ouvrier, que la scène urbaine était désorganisée et vide. Aujourd'hui, malgré une grande absence de travaux de terrain susceptibles de rendre compte de la diversité des significations de la violence juvénile, il serait difficile de continuer à soutenir une telle affirmation. La scène urbaine n'est pas vide : elle est remplie d'un mélange inextricable de révolte et de délinquance banale se prêtant aux interprétations les plus disparates. Dans les représentations courantes, l'idée de violence se distingue mal d'une délinquance sans cesse croissante, pratiquée par des jeunes très jeunes, des adolescents à peine sortis de l'enfance. Dans les banlieues, les quartiers dits « sensibles », on a de plus en plus tendance à classer dans le registre de la violence une série de conduites juvéniles, autrefois tolérées, et qui sont aujourd'hui perçues comme non maîtrisables, en fonction de la disparition d'un certain nombre de mécanismes régulateurs. Cette violence met en jeu une crise dans les rapports entre les générations, elle est davantage expressive qu'instrumentale et elle relève plus d'un processus difficile de politisation de la jeunesse populaire, défini par la sous-constitution du sens de sa protestation dans le cadre d'une société en mutation.

INDEX

Mots-clés : enfants, émeutes, violence

AUTEUR

ANGELINA PERALVA

Professeur à l'Université de Sao Paulo (Brésil). Chercheur au Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CNRS/EHESS)